

Special Issue / Dossier spécial I  
Last Gems of the *Foucauldian Studies* Project:  
Lectures by Judith Butler and Maurizio Lazzarato

## Critique de la biopolitique

Maurizio LAZZARATO\*

Le concept de biopolitique, après la mort de Foucault, a connu une grande fortune, mais a également généré une série d'ambiguïtés, de malentendus, de jugements sur le capitalisme, le marxisme et les luttes des classes qui se sont vérifiés politiquement domageables.

L'abandon de l'analyse des « formes générales ou institutionnelles de domination », c'est-à-dire le renoncement à l'analyse des luttes entre classes, au profit de l'analyse des « techniques et des procédures » par lesquelles le biopouvoir « conduit la conduite des autres »<sup>1</sup>, énoncé en 1983 par Foucault, nous apparaît comme une reddition à l'esprit du temps, et à sa « gouvernance ».

La gouvernementalité prétend donner les moyens d'organiser un pouvoir décentralisé, souple, mobile, capable de suivre et s'adapter à l'hétérogénéité des luttes qui s'enflamment à la fin des années 60 et à l'orée des années 70. Face à un conflit qui peut surgir de partout, la gouvernementalité oppose une émergence continue, une crise permanente, une politique de sécurité. Elle cherche ainsi à dissoudre les classes pour les désagréger dans une nouvelle partition entre population et individus, parcourant ainsi, à rebours, le chemin de Marx qui, précisément, avait imaginé la théorie des classes contre la théorie des populations des économistes « bourgeois ».

Je pense qu'il faut rester fidèle à Marx, tout en extrayant les classes — « classes » entendus au pluriel — des populations. Ces sont l'affrontement entre les classes des

---

\* Maurizio LAZZARATO est sociologue et philosophe, auteur de nombreux livres dont *Guerre et Capital* (coécrit avec Éric ALLIEZ, 2016) et *L'intolérable du présent, l'urgence de la révolution* (2022). Le présent texte a été préparé pour la dernière réunion du groupe de recherches *Études foucaaldiennes* (directeur : Yoshiyuki KOIZUMI), tenue en visioconférence, le 28 mars 2021.

## CRITIQUE DE LA BIOPOLITIQUE

capitalistes et des ouvriers, des hommes et des femmes, des blancs et de non blancs, et non les populations qui requièrent les dispositifs de régulation et d'intégration pour éviter toute rupture politique.

Foucault bouche complètement l'espace politique avec un double modèle, juridico-politique et biopolitique, leur « sujets » respectifs, le peuple et la population, le premier renvoyant à l'Etat, le deuxième à l'Economie. Le but de l'opération foucauldienne, conscient ou inconscient, est de suturer l'effraction marxienne qui avait ouvert l'espace fermé par le couple peuple / population et Etat / économie par l'introduction des classes et leurs luttes. Elle intervient avec un timing parfait, puisqu'elle correspond à l'épuisement de la force révolutionnaire de la classe ouvrière et à sa défaite historique. L'Etat souverain et la biopolitique (technique de gouvernement étatiques et extra-étatiques) ont gagné, il ne reste de l'espace politique que pour des contre-conduites, des luttes contre le « trop de pouvoir », des subjectivations qui visent directement la « liberté » à l'intérieur du système, sans passer par la « libération » (révolution).

La reconstruction foucauldienne du bouclage de l'espace politique n'est pas une simple répétition du travail des « économistes ». Elle innoverait l'idéologie de la machine à double tête capital / Etat, puisque l'économie serait devenue bio-économie, elle concerterait la « vie » et les « vivants ». La nouveauté foucauldienne (« le biologique se réfléchit dans le politique »<sup>2</sup>) est problématique, car les vivants sont toujours politiquement qualifiés. La machine du pouvoir a toujours à faire à des ouvriers, des femmes, des esclaves / colonisés. Les politiques biopolitiques ne s'occupent pas de la naissance, de la mort, de la maladie, de la santé, etc., mais de toutes ces choses affectant les ouvriers, les femmes, les esclaves, les colonisés et les classes des oppresseurs. Elle doit produire des différentiels entre des vies ainsi qualifiées.

Le double modèle juridico-politique et biopolitique fait l'impasse sur le capital et ses classes qui pourtant vont progressivement reconfigurer le système juridico-politique et donner un sens et une direction à la biopolitique. La biopolitique semble ignorer ce pouvoir sur la vie et les corps qui l'a précédée de quelque siècle et dont elle est la conceptualisation tardive et mutilée. La prise de pouvoir sur les *corps vivants* se fait d'abord par l'appropriation violente et la formation normative des classes des femmes, des ouvriers, des esclaves et des colonisés, inclus dans la « production » à travers leur exclusion du domaine politique (voire de l'humanité).

Le pouvoir de la machine Capital/Etat, depuis ses origines, n'a jamais eu comme objectif de prendre soin de la vie de la population, mais, au contraire, de l'exploiter et la dominer en divisant les vies et les corps, en valorisant certaines vies et certains corps et en dévalorisant d'autres. Les vies des esclaves, des indigènes, des femmes, et, en occi-

---

<sup>2</sup> Michel Foucault, *La volonté de savoir*, Gallimard, 1976, p. 187.

dent des ouvriers, sont classées proches des phénomènes naturels. Ils sont donc, comme tous les produits de la nature appropriables et exploitables.

La biopolitique est toujours et forcément raciste, sexiste, classiste, dans le sens qu'elle doit produire et reproduire non pas la population et les individus, mais les *divisions* des hommes et des femmes, des blancs et des racisés, des capitalistes et des ouvriers.

Le « grand renversement de l'historico-politique en biologique » se ferait, à suivre Foucault, à partir de la deuxième moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle. En réalité, il est déjà à l'œuvre pendant tout le « long XVI<sup>e</sup> siècle », car les classes sont formées, en considérant les ouvriers, les esclaves, les indigènes, les femmes des *racés inférieures*, des humains diminués et réduit à leur dimension biologique. L'eurocentrisme de Foucault fait remonter le racisme au développement du « faire vivre » propre à la biopolitique exercée dans le vieux continent à partir du XVIII<sup>e</sup> siècle. En réalité, le « Code noir » (« Ordonnance sur les esclaves des îles de l'Amérique ») promulgué par le roi de France Louis XIV, marque déjà, en mars 1685, la fin d'une première étape de l'« étatisation du biologique », commencée avec les guerres de conquête des Amériques, que l'on peut également définir comme l'époque de l'invention biologique de la race.

Les concepts foucauldien marchent sur une seule jambe, l'Europe. La version foucauldienne de la gouvernance est une *conséquence non reconnue comme telle* de la division stratégique entre prolétariat du Sud et prolétariat du Nord. Au fur et à mesure du développement du capitalisme, elle a donné lieu à une différenciation des modalités d'exercice du pouvoir : intégration *relative* des travailleurs en Europe et maintien de l'esclavage, et du servage ailleurs (et domination des femmes partout), état constitutionnel et de droit dans les métropoles et état d'exception dans les colonies, politiques de *relative* valorisation par les politiques de welfare de la force de travail dans les pays développés et politiques de dévalorisation violente des corps et des vies dans le tiers-monde.

A ce propos, la biopolitique de Giorgio Agamben exaspère encore les limites de la biopolitique foucauldienne. Son renvoi inflationniste à l'antiquité et au théologico-politique obscurcie encore plus que Foucault, la différence spécifique qui constitue le capitalisme. Le rôle incontournable que le capital va jouer dans l'organisation politique à partir du « long XVI<sup>e</sup> siècle » émerge clairement si nous comparons les fonctions des esclaves, des femmes (et des artisans) dans la société grecque et des esclaves, des femmes et des travailleurs dans les sociétés capitalistes.

Dans la Polis, le travail des esclaves et le travail des femmes avaient pour but la reproduction du « *bios politikos* » (rendre possible aux *hommes* libres de vivre sans « travailler »), tandis que dans le capitalisme les *corps vivants* des esclaves, des ouvriers et des femmes fonctionnent à l'intérieur d'une toute autre *oikonomie* dans laquelle le but de la production est la production elle-même.

La chrématistique (« la production pour la production » comme la nomme Marx) était

## CRITIQUE DE LA BIOPOLITIQUE

connue et très redoutée par la société grecque. Son déploiement était bloqué de mille manières (politiques, sociales, religieuses, éthiques, etc.), alors que dans nos sociétés elle constitue la règle des règles (*Grundnorm*). Toutes les barrières qui entravent la répétition élargie du même (la monnaie qui produit de la monnaie) doivent être abattues (c'est la définition correcte de l'action libérale) de façon que l'« économie » puisse se séparer de la société et constituer un domaine autonome et hégémonique.

L'inclusion des opprimés dans la production par leur exclusion dans l'espace politique, n'est pas la même dans l'antiquité et dans le capitalisme. La première est statique, la deuxième dynamique. La production ayant son but en elle-même, doit continuellement s'étendre (reproduction élargie du capital), ce qui signifie qu'elle doit continuellement augmenter le nombre des ouvriers, des esclaves, des femmes et leur exploitation. Très rapidement, elle doit même, sous certaines conditions, les transformer en consommateurs, car la plus-value doit être réalisée (les riches et leurs dépenses somptuaires ne suffisent pas à cette tâche). Le danger politique que la biopolitique doit conjurer est l'intensification des conflits et des ruptures que la production et la reproduction des classes ne manqueront pas de produire.

La pensée 68 a considéré ce fonctionnement du capital comme spécifique à l'époque de Marx et donc largement dépassée. Ce grand malentendu a eu comme conséquence un aveuglement collectif sur la stratégie de la machine Capital / Etat dont l'œuvre de Foucault à la fin des années 70 témoigne de façon exemplaire.

Lors de la conclusion de la phase gouvernementale de son travail, la question du pouvoir assume une autonomie et une indépendance du capitalisme qui va être rapidement démentie. En 1978, Michel Foucault s'était enfermé dans une grossière erreur de jugement : le XIX<sup>e</sup> siècle aurait été hanté par la montée de la production de la richesse et par « l'appauvrissement de ceux-là même qui la produisent »<sup>3</sup>, c'est-à-dire par le capitalisme proprement dit. Mais, à la fin du XX<sup>e</sup> siècle, ce problème ne se serait plus posé « avec la même urgence ». Les sociétés contemporaines auraient été traversées par un tout autre type d'inquiétude que la production du profit : « la surproduction de pouvoir ». Il ajoute : « De sorte que, tout comme le XIX<sup>e</sup> siècle a eu besoin d'une économie qui avait pour objet spécifique la production et la distribution des richesses, on pourrait dire que nous avons besoin d'une économie qui ne porterait pas sur production et distribution des richesses, mais d'une économie qui porterait sur les relations de pouvoir »<sup>4</sup>. « La surproduction de pouvoir » est évidemment l'autre nom pour « biopouvoir ».

Ce qui est important, « plus encore que l'enjeu économique, c'est la modalité même

---

<sup>3</sup> Michel Foucault, « La philosophie analytique de la politique », in *Dits et écrits*, t. II, Gallimard, coll. « Quarto », 2001, p. 536.

<sup>4</sup> *Ibidem*, p. 536

dont le pouvoir s'exerce »<sup>5</sup>. Par conséquent, les luttes devraient avoir « essentiellement pour objectif les effets de pouvoir eux-mêmes, beaucoup plus que ce qui serait quelque chose comme une exploitation économique, beaucoup plus que quelque chose qui serait comme une inégalité »<sup>6</sup>

La médecine a joué un rôle fondamental dans le récit biopolitique. Son savoir a élaboré les techniques de gestion des épidémies, de la folie, des comportements anormaux, constitutives d'un nouvel exercice du pouvoir. Ces stratégies de contrôle et de régulation montées en collaboration avec la « police », font de la médecine et de son savoir des techniques capables de solliciter, induire, faire émerger des comportements à même d'assurer l'ordre et la santé de la société. Le grand renversement n'est pas seulement celui de « l'historique au biologique », mais également celui « du constituant au médical ».

Dans un texte de 1982, le quiproquo qu'opère Michel Foucault entre biopolitique et capitalisme qui a entraîné des générations de militants et de chercheurs vers des illusions théoriques et politiques, est, à la lumière de la pandémie de 2020, saisissant.

Michel Foucault y assimile le problème politique aux « effets de pouvoir en tant que tels ». Ainsi, le reproche que les mouvements politiques des années 70 auraient adressé à la profession médicale n'était pas d'abord « d'être une entreprise à but lucratif, mais d'exercer sans contrôle un pouvoir sur le corps, la santé des individus, leur vie et leur mort »<sup>7</sup>.

La catastrophe sanitaire actuelle infirme l'hypothèse de la subordination du capitalisme à la « surproduction du pouvoir », au biopouvoir. Elle démontre exactement le contraire.

La stratégie choisie par la machine capitaliste et par ses Etats à partir des années 70, impose de revenir sur le « but lucratif » des systèmes de santé. Elle remet au centre l'exploitation économique et le creusement des différences entre classes, la production de richesse et de pauvreté, en appliquant ses techniques de production de profit / rente précisément aux « corps, à la santé, à la vie et à la mort ».

Depuis des années, le personnel soignant reproche à l'organisation de la santé publique — et ce plus vivement sous la pression de la pandémie — précisément d'être : « une entreprise à but lucratif » qui vise la productivité, qui organise la concurrence entre hôpitaux et services, qui pratique le management « just in time » déjà en place dans la production industrielle (« zéro lits, zéro stocks »), qui impose la facturation à l'acte et mesure ainsi la valeur économique de chaque acte médical.

Pourquoi le système sanitaire des pays occidentaux était-il aussi mal préparé à soi-

---

<sup>5</sup> Ibidem, p. 546

<sup>6</sup> Ibidem, p. 545

<sup>7</sup> Michel Foucault, « Le sujet et le pouvoir », in *Dits et écrits*, t. II, p. 1045.

## CRITIQUE DE LA BIOPOLITIQUE

gner la population lors d'une pandémie ? Parce que les directions des hôpitaux, de la recherche, les maisons pharmaceutiques, l'Etat ne se sont jamais souciés des principes énoncés par la biopolitique : « un pouvoir destiné à produire des forces et à les faire croître ». Le système de santé vise un tout autre objectif, commun à toute production capitaliste : la croissance des forces est subordonnée et finalisée aux buts de l'accumulation, c'est-à-dire dégager des profits, rendre rentables tout acte de soin, transformer la recherche elle-même en une entreprise profitable, capturable par la machine de la rente financière. L'Etat et la biopolitique doivent « favoriser, solliciter, rendre possible » l'imposition du « New Public Management » copié sur le management industriel, dans tous les services depuis l'hôpital jusqu'à la police.

La gestion de vaccins par les multinationales pharmaceutiques a dévoilé, si jamais quelque tenant de la biopolitique n'y arrivait pas tout seul, ce qui signifie l'industrialisation / financiarisation de la santé publique (ce qui est en cours depuis 50 ans est l'industrialisation / financiarisation de ce qu'on appelle biopolitique)<sup>8</sup>.

Richement financées pour la recherche du vaccin (les USA, sans compter les autres Etats, ont mis à disposition 10 milliards de dollars de subventions pour sept entreprises pharmaceutiques), elles vont être grassement payées une deuxième fois à la consigne des doses. Avec la complicité des Etats, elles ont imposé des contrats honteux à leur avantage exclusif (pratiquement on ne peut pas les attaquer en justice, elles ne prennent aucun risque, puisque si le vaccin a des effets imprévus c'est l'Etat qui paye, etc.).

Elles décident de façon unilatérale où, comment et quand fournir les doses de vaccin, en spéculant comme toute bonne entreprise, sur les opportunités de profit. Elles détournent les consignes des doses lorsqu'elles découvrent qu'elles peuvent gagner encore plus en les distribuant ailleurs. Elles refusent catégoriquement, toujours avec le consentement des Etats, la mise à disposition des brevets (la propriété intellectuelle impose de limiter au maximum les lieux de production générant « rareté » artificielle), seule capable d'assurer l'arrêt de la contagion. La défense du profit, de la propriété intellectuelle et des monopoles est incompatible avec la santé de la « population ». Nous le savons au moins depuis l'épidémie de Sida.

Si la financiarisation des hôpitaux est déjà très avancée, c'est dans la production des médicaments que le processus est poussé au bout. La stratégie d'appropriation capitaliste

---

<sup>8</sup> « Le monde de la santé est lié de façon systémique aux intérêts industriels, depuis la recherche, la formation des soignants, l'expertise réglementaire, jusqu'aux pratiques des médecins, et l'information du public. Cet ensemble de liens d'intérêts influence les soins, et cette influence présente un risque pour la santé publique comme pour l'équilibre des comptes sociaux. Il constitue une perte de chance pour les patients » (Association pour une information et une formation médicale indépendantes (Formindep), « Quelques leçons de la crise », le 3 juillet 2020. <https://formindep.fr/quelques-lecons-de-la-crise/>)

de la santé est centrée sur la construction et la gestion des hôpitaux hyper technologiques soignant les maladies les plus rentables, mais ce sont les multinationales pharmaceutiques qui, avec leur monopole, opèrent la complète soumission de la « vie » à la logique du profit. L'avidité de ces multinationales ne s'arrête devant à rien, même la mise en danger de mort de milliards de personnes<sup>9</sup>. Les big pharma, résultat d'une concentration et centralisation de la production et du pouvoir sans précédent, promues et incitées par les Etats, sont « en situation de quasi-monopole », ce qui leur permet de fixer les prix des médicaments qui, n'ayant aucun rapport avec les coûts de production, constituent, tout simplement, des rentes. « Plus que des groupes industriels, ils sont d'abord des groupes financiers, jonglant avec les milliards, les actifs, les brevets. Plutôt que de mener de la recherche par eux-mêmes, ils jugent préférables de racheter des start-up, de reprendre leur brevet et de les développer. Le rêve, c'est obtenir un *blockbuster*: le médicament qui dépasse le milliard de dollars de chiffre d'affaires »<sup>10</sup>.

Leur seul vrai problème n'est pas la « vie » de populations, mais comment pouvoir augmenter le cours de la bourse. La « valeur pour l'actionnaire » devient le point cardinal de toute leur stratégie. La responsabilité des monopoles pharmaceutiques est engagée uniquement vers les actionnaires.

Les pays du « centre » sont incapables de faire face à la pandémie parce qu'ils ont délaissé complètement la prévention et la promotion de la santé de la population sur le territoire, car elle est de difficile centralisation et financiarisation. La région italienne qui a connu le plus grand nombre de morts pendant la pandémie (1/3 du total), la Lombardie, est celle où la stratégie d'industrialisation / financiarisation est la plus avancée.

Les concepts de biopolitique dans ces différentes versions (« immunité / commu-

---

<sup>9</sup> Dans un entretien accordé à la sortie de son roman « La constance du jardinier », John Le Carré explique que, pour rendre compte le pillage et l'exploitation du tiers monde, il ne pouvait trouver rien de plus pertinent que le milieu pharmaceutique. Les « coulisses obscures où règnent l'amoralité, l'hypocrisie, la corruption et l'avidité des grands laboratoires » l'ont pris à la gorge. Dans le roman, un interlocuteur de Justin Quayle lui pose la question suivante : « A ton avis, quel est le secteur où évoluent les requins les plus dissimulateurs, menteurs, fourbes et hypocrites que j'aie jamais eu le douteux bonheur de rencontrer ? » La réponse est sans surprise, celui des big pharma. Un autre personnage saisit ce que biopolitique ignore complètement, l'action à l'échelle du marché mondiale des multinationales de la santé. Les « entreprises occidentales, y compris anglaises... dépouillent les Africains, leur surfacturent des services techniques, leur fourguent des médicaments périmés à prix d'or, les utilisent comme cobayes pour tester des nouveaux médicaments... ». La biopolitique, si on veut continuer à appeler ainsi l'industrialisation / financiarisation de la « vie » est une stratégie néo-coloniale.

<sup>10</sup> Martine Orange, « Ce que Sanofi dit de la politique industrielle française », *Médiapart*, le 3 février 2021. <https://www.mediapart.fr/journal/economie/030221/ce-que-sanofi-dit-de-la-politique-industrielle-francaise>

## CRITIQUE DE LA BIOPOLITIQUE

nauté », « vie nue » , « étatisation du biologique ») sont dans l'impossibilité de fournir la moindre explication de la réorganisation des institutions qui « gouvernent » la santé de la population<sup>11</sup>, processus qui pourrait être correctement défini comme un *capitalisme biomédical financiarisé* construit sur l'individualisation de la maladie.

Si la « société n'existe pas », s'il n'y a que des individus, la santé publique est un faux problème ! La maladie est appréhendée dans les strictes limites du « biomédical » et le biologique est complètement naturalisé alors qu'il vit de manière symbiotique avec le social, l'économique et le politique, de façon que le « biologique se réfléchit dans le politique » de façon plus radicale que dans la théorie de Foucault, puisqu'*il se réfléchit dans les différences des classes*<sup>12</sup>. Double vérité que la pandémie s'est brutalement chargée de rappeler.

L'individualisation de la maladie réduit le corps humain à n'être qu'un composé des cellules, tissus, organes que les industries pharmaceutiques et la technologie médicale

---

<sup>11</sup> « La structure du capital des firmes pharmaceutiques a évolué, avec notamment l'entrée des fonds de pensions, et s'est accompagnée d'un renouvellement des conseils d'administrations et des comités exécutifs, où médecins, pharmaciens et industriels sont devenus minoritaires. Les firmes ayant joué ce jeu comme Sanofi sont désormais tenues de respecter les exigences des marchés financiers. Le temps de la recherche y est incompatible avec celui des actionnaires qui attendent des retours sur investissements à horizon de trois à cinq ans, quand celui de la recherche pharmaceutique est de sept, dix voire douze ans. Les contrats rédigés par des avocats et des financiers privilégient les options rapidement lucratives au détriment des innovations possibles. Ces firmes privilégient les recherches basées sur les biotechnologies et la génétique, offrant des traitements personnalisés bien plus rentables » (Muriel Le Roux, « Covid-19 : "En ce début d'année 2021, le secteur pharmaceutique français décroche" », *Le Monde*, le 5 février 2021).

<sup>12</sup> Selon les dernières avancées de la science, la vie biologique (*zoé*) et la vie qualifiée (*bios*), sont inséparables puisque leur fonctionnement est symbiotique. Le biologiste Carlo Alberto Redi a démontré que « le génome (DNA) de chaque cellule des millions de milliards de cellules qui composent un " con-dividuo " (défini par une multiplicité d'organes, éléments, relations internes et externe, opposé à in-dividuo n.d.r.), dans les différentes phases de développement, est exposé à une variété d'agents chimiques et physiques et aussi à des milieux sociaux de différente nature (famille, formation, religion, travail - revenu, etc.) : ces facteurs matériels et immatériels sont capables de marquer épigénétiquement le fonctionnement du génome de façon que le degré d'exposition et la structure sociale véhiculent des avantages ou des désavantages du bon ou mal fonctionnement du génome » (Carlo Alberto Redi, Carlo Sino, *Lo specchio di Dionisio*, Jaca Book, 2018). Ses recherches « ont comme objectif d'éclaircir ... de quelle manière " le social entre dans la peau et devient biologique, de quelle manière la classe sociale entre dans les molécules, dans les cellules " ». Dans un livre écrit à quatre mains, « Genomica sociale », Manuela Monti et Carlo Alberto Redi, démontrent que les inégalités sociales se traduisent, en s'inscrivant dans le corps, en inégalités biologiques, en inégalités de santé. Voilà une biopolitique (de classe) crédible !



transforment en marchés très rentable. Les politiques néolibérales n'étaient pas préparées à combattre la pandémie et sa dimension socio-politique et « écologique » pour des raisons structurelles et idéologiques.

Marx est plus utile, malgré son vocabulaire « socialiste », parce qu'il remet au centre ce que la biopolitique croyait dépasser (le capital et sa soif de profit). Lorsqu'une activité, la santé en ce cas, est produite selon les principes de l'accumulation, « le capital et son expansion apparaissent comme le point de départ et le terme, comme le mobile et le but de la production ; la production est uniquement production pour le *capital*, au lieu que les instruments de production soient des moyens pour un épanouissement toujours plus intense du processus de la vie pour la *société* des producteurs »<sup>13</sup>.

L'explication par la thanatopolitique (ou necropolitique) est largement insuffisante parce qu'elle fait l'économie d'une analyse spécifique de la logique meurtrière de la production capitaliste. On a expliqué le concept de biopolitique aux « requins » qui dirigent ces multinationales, personifications du Capital dans le domaine de la santé. Ils sont encore en train de rigoler.

Le système de santé aux USA, berceau du néolibéralisme, représente parfaitement la logique « biopolitique » contemporaine. Il est pensé et organisé pour enrichir les assurances — prototype de tout dispositif biopolitique —, bien plus que pour soigner les populations. Ce processus est poussé jusqu'à la caricature car « faire vivre<sup>14</sup> et laisser mourir »<sup>15</sup> est strictement subordonné à l'état du compte en banque du malade.

Les politiques de santé sont l'enjeu, depuis des années, d'une féroce lutte de classes, car les « pauvres » luttent pour une assurance universelle qui vise à réduire les inégalités face à la maladie, tandis que les « riches » se battent pour que les assurances privées reproduisent les privilèges des classes jusque dans les soins. La pandémie a démontré que les politiques de santé ne soignent pas la population, mais des classes, puisque le virus épouse à la perfection les inégalités de revenus, race, patrimoine.<sup>16</sup>

---

<sup>13</sup> Karl Marx, *Le Capital*, Livre III, troisième section, Gallimard, coll. « Folio essais », 2008, p. 1594.

<sup>14</sup> Pour le capitalisme, toutes les vies n'ont pas le même prix. Des centaines de millions de personnes continuent à mourir de maladies endémiques qui affectent les pauvres de la planète. L'industrie pharmaceutique ne trouve aucun intérêt à soigner ces populations insolubles. Elle préfère concentrer ses investissements sur les malades du nord.

<sup>15</sup> Michel Foucault, « *Il faut défendre la société* », Gallimard/Seuil, 1997, p. 214.

<sup>16</sup> La pandémie a mis en lumière toutes les divisions de classes qui traversent nos sociétés. La question de la santé recoupe parfaitement la ligne de couleur neo-coloniale, que, ce qu'on appelle biopolitique ne fait que gouverner, c'est-à-dire reproduire de manière complètement subalterne aux politiques de grandes multinationales pharmaceutiques : à 14% de la population mondiale (Nord) va le 53% des doses du vaccin contre le Covid-19.

## CRITIQUE DE LA BIOPOLITIQUE

Paradoxalement, la « population » est produite non pas par la biopolitique, mais par les luttes des classes, dans le sens que, lorsque ces dernières se déploient, une assurance universelle, un Welfare pour tous devient possible (le droit à la santé, à l'habitation, à la formation pour tous, etc.), une augmentation de la puissance de vie se réalise. Lorsque la révolution est défaite, la biopolitique ne fait que redistribuer la santé, la formation, le revenu, etc., selon les hiérarchies de classe, de race et de sexe, c'est-à-dire en diminuant la puissance de vie des opprimés.

La catastrophe du Covid-19 n'est pas exogène au capitalisme. Elle s'enracine dans les inégalités de toutes sortes, dans le pillage de la « nature » et dans la déstructuration de la « santé publique » opérée par la finance. La pandémie (manifestation exemplaire de la « pression du biologique sur l'histoire » selon Foucault) a permis de porter aux dernières conséquences, en les renforçant, les politiques de centralisation et concentration de pouvoir menées par les monopoles (big pharma, plateformes numériques, banques, etc.), avec la complicité des Etats qui, à leur tour, accomplissent la centralisation et concentration du pouvoir politique. Les deux processus sont parallèles et convergents. La catastrophe n'a pas été anticipée, mais préparée par le fonctionnement de la biopolitique : aucun de ses dispositifs ne travaille à « augmenter la puissance de la vie » ou à la soigner en général, mais à créer les conditions pour que chaque vie, à chacune de ses étapes, dépende du revenu et du patrimoine.

Michel Foucault pense la biopolitique comme un dispositif de pouvoir autonome, animé par des principes « universels » qui lui sont propres : « faire vivre et laisser mourir », augmenter la puissance des forces, etc.

On constatera sans peine que la biopolitique demeure toujours subordonnée à des forces qui la dépassent et qui la plient à leur volonté, produisant des déséquilibres, neutralisant toute compensation, creusant des inégalités, contribuant puissamment à l'affirmation d'une classe sur d'autres classes !

Les politiques publiques du Welfare font partie de l'arsenal de la guerre sociale en cours. Au XIX<sup>e</sup> siècle, les ouvriers (hommes, femmes, enfants) laissaient leur vie et leur santé dans les usines. Ce qu'on appelle « biopolitique » les prit en charge lorsqu'ils devinrent dangereux, organisés, et susceptibles de menacer l'ordre établi. Pendant tout le XIX<sup>e</sup> les « dispositifs assurantiels » ont été le fer de lance des patrons pour stabiliser leur pouvoir et pacifier les relations industrielles. Au XX<sup>e</sup> siècle, le Welfare (résultat des rapports des forces déterminés par la révolution soviétique, les luttes des ouvriers à la sortie de la première guerre mondiale, la crise de 1929, les prises de pouvoir des partis nazis, fascistes, etc.), est devenu plus favorable aux travailleurs uniquement pour des raisons politiques, tout en divisant encore la vie des prolétaires, par la valorisation de celle de l'ouvrier mâle et la dévalorisation de la vie des travailleurs improductifs, c'est-à-dire d'abord et surtout celles des femmes.

A ce propos, Sylvia Walby montre que le Welfare organise le passage du patriarcat privé au patriarcat public en reproduisant et en reconfigurant les rapports entre la classe des hommes et des femmes. Le Welfare n'est pas seulement sexiste, mais également raciste. Jill Quadagno nous rappelle que le Welfare, comme l'ensemble des politiques publiques, ne sont pas seulement marqués par le sexe, mais aussi par la couleur<sup>17</sup>.

La « biopolitique » a tranquillement *laissé mourir* les noirs *et a fait vivre les blancs* aux USA tant que l'organisation politique collective de noirs est demeurée impuissante à imposer d'autres rapports de force.

François Ewald, élève de Michel Foucault, dans son livre sur l'Etat Providence, non seulement ignore la façon avec laquelle la biopolitique « gouverne » les populations selon une logique enracinée dans les luttes des classes, race, sexe, mais définissant du Welfare uniquement par le « risque » et les « techniques assurancielles » anticipe et légitime la *troisième voie* en politique (Blair) et dans la théorie (Anthony Giddens, Ulrich Beck), partie intégrante de la « pensée unique ».

A l'époque actuelle, le « welfare state » n'est pas la continuation d'introuvables principes biopolitiques, il est strictement subordonné à une double stratégie capitaliste : d'une part, il est l'objet d'un processus de privatisation qui doit dégager des profits / rentes et réduire drastiquement les dépenses publiques dites « sociales », c'est-à-dire valoriser la vie du capital et dévaloriser de la vie des travailleurs, des femmes, des racisés. D'autre part, la restructuration des politiques publiques visent l'intensification des dualismes des classes, qui, loin de se dissoudre sous la double forme des populations et des individus, approfondissent leurs divisions.

La biopolitique est prise dans un double bind : défaire les classes en les réduisant au couple population / individu et reproduire impérativement les dualismes de sexe, race et

---

<sup>17</sup> « Bien que la réforme de l'aide sociale soit la question politique qui traduit le plus facilement le code racial, d'autres programmes sociaux - rénovation urbaine, formation professionnelle, choix de l'école - suscitent des connotations similaires. Les politiciens disent qu'ils parlent de programmes sociaux, mais les gens comprennent qu'ils parlent en réalité de la race. Les Américains ont de bonnes raisons de comprendre que les messages codés sur la politique sociale se substituent aux discussions sur la race, car il existe un lien réel entre la race et la politique sociale. La race est devenue pour la première fois indissociable de la politique sociale pendant le New Deal de Franklin Delano Roosevelt. Le New Deal a atteint un double objectif : il a instauré un plancher de protection pour la classe ouvrière industrielle et il a renforcé la ségrégation raciale par le biais de programmes de protection sociale, de la politique du travail et de la politique du logement. Ces obstacles à l'égalité raciale sont restés intacts jusqu'aux années 1960, lorsque les mouvements des droits civiques ont fait des luttes pour l'égalité des chances la question sociale prédominante de la décennie » (Jill Quadagno, *The Color of Welfare: How Racism Undermined the War of Poverty*, Oxford University Press, 1996). Les victoires de ces mouvements ont créé un contrecoup politique qui a porté Trump au pouvoir.

## CRITIQUE DE LA BIOPOLITIQUE

classe sans lesquels le capitalisme s'effondre.

Nous ne vivons pas dans un régime biopolitique, mais dans une société encore et toujours dominé par le capital.

Pour rendre compte de notre condition, il faut impérativement sortir du cadre biopolitique, de la gouvernementalité, des populations, des individus, en retrouvant sous son fonctionnement les « classes ».

La biopolitique représente le point de vue de la machine du Capital / Etat, d'où, vous ne pourrez jamais sortir. Pour passer de l'autre côté de la relation de pouvoir comme souhaitait faire Foucault, ou bien vous y êtes d'emblée (Marx) où bien vous n'y serez jamais.